

Punaises de lit et déterminants sociaux de la santé: briser le silence et agir

Projet de recherche préliminaire - Hiver 2021

Écrit par :

Wagner Junior Deguerre

Sous la supervision de :

Marguerite Soulière

Document produit dans le cadre du

Programme de bourses d'initiation à la recherche 2020-2021

Du Consortium national de formation en santé (CNFS)



Université d'Ottawa

Le 30 mars 2021

Tables des matières

1. Introduction.....	p.3
2. Méthodologie.....	p.3
2.1 Récit d'expérience de stage	p.3
2.2 Analyse du récit	p.5
2.3 Recherche documentaire	p.7
3. Résultats.....	p.8
3.1 La recherche action participative.....	p.8
3.2 La collaboration intersectorielle	p.10
3.2.1 L'importance d'une collaboration intersectorielle.....	p.10
3.2.2 Collaboration entre milieu institutionnel et communautaire.....	p.16
3.2.3 Obstacles et défis à la collaboration intersectorielle.....	p.18
3.2.4 Outils et renforcement d'une bonne collaboration intersectorielle.....	p.19
3.3 Recommandations pour le projet	p.20
4. Bibliographie	p.22

1. Introduction

Le projet de recherche « *Punaises de lit et déterminants sociaux de la santé: briser le silence et agir* » se veut être une étude collaborative interdisciplinaire francophone à Ottawa. De ce fait, l'implication de la communauté francophone de la ville est cruciale et nécessaire. C'est pourquoi, la création d'une série d'ateliers de partage avait été pensée afin de développer des relations de partenariats entre les membres communautaires et l'équipe de recherche. Les organismes communautaires avaient été ciblés *a priori*, comme les intermédiaires pour servir de ponts entre les membres de la communauté et l'équipe de recherche. C'est pourquoi deux stagiaires-assistants de recherche ont eu le rôle de tâter le terrain et de préparer ces ateliers afin de jeter les bases d'une collaboration avec les membres de la communauté. Cette expérience a permis de mettre en lumière une autre réalité, à savoir que l'établissement d'une collaboration intersectorielle est complexe. Le présent travail a pour objet d'étayer les principes d'une bonne collaboration intersectorielle à considérer dans le cadre d'une recherche collaborative.

Méthodologie

2.1 Récit d'expérience de stage

Combien de fois avons-nous entendu que les punaises de lit sont l'affaire des personnes pauvres et des malpropres ? Que les punaises de lit se propagent dans les logements insalubres et désordonnés ? Que c'est la faute des gens si leur domicile est infesté et surtout c'est de leurs responsabilités de s'en débarrasser ? Combien de fois avons-nous vu le corps tressaillir rien qu'en abordant le sujet et se sentir impuissant de façon directe ou indirecte face à cette problématique ? Pouvons-nous vraiment continuer à étouffer socialement la réalité de ces gens qui vivent l'enfer des punaises de lit ? De ces gens qui sont devenus en quelque sorte des laissés-pour-compte de la société. Ces gens pourront-ils rester encore pour longtemps des personnes vulnérables en proie à cet insecte qui se mobilise sous leurs matelas, dans leurs meubles, dans leurs intimités et qui se nourrit en suçant littéralement de leur sang ? Quelle est notre part de responsabilité en tant que société ?

Évidemment, personne n'aurait souhaité vivre ou revivre la réalité des punaises et supporter l'ensemble de ces conséquences. Parlant des conséquences, on peut en énumérer beaucoup, on parle notamment des conséquences sur la santé physique et mentale, des

conséquences économiques, tel que les frais pour la désinfestation ou le remplacement des meubles, etc. Ce qui me révolte le plus, c'est le regard dégradant de la société voire même un mépris collectif envers les gens qui en subissent les coups, c'est l'ensemble des préjugés et tout le stigma qui s'attachent à ce phénomène. C'est donc en raison d'un manque d'initiative collective et intersectorielle pour contrer le phénomène des punaises de lit et aussi dans le souci de discuter de certaines difficultés de collaboration en milieu communautaire que je vous partage mon expérience dans le cadre d'un projet pilote dans la lutte contre les punaises de lit.

En effet, dans mon parcours d'étudiant à la maîtrise en service social à l'Université d'Ottawa, j'ai eu droit à un poste d'assistant de recherche. J'ai eu alors le privilège d'intégrer un projet de recherche dirigé par la professeure Marguerite Soulière sur la problématique des punaises de lit intitulé « punaises de lit et déterminants sociaux de la santé: briser le silence et agir ».

Cette recherche a éveillé en moi une conscience accrue de nombreux impacts que les punaises de lit peuvent causer au sein de la communauté. En effet, dans le cadre de mon premier stage qui a été fait au Centre de ressources communautaires Rideau-Rockcliffe (CRCRR), j'ai pu intégrer une partie de ce projet comme un des objectifs de stage. Le but était d'aborder la problématique des punaises de lit dans le quartier d'Overbrook avec deux objectifs clés qui sont : premièrement, le recrutement des personnes leaders dans la communauté dans l'étape préliminaire du projet afin d'obtenir leurs points de vue sur le format et le contenu des ateliers. Deuxièmement, le développement d'une série d'ateliers de partage-sensibilisation-formation basée sur le développement du pouvoir d'Agir des personnes affectées par les punaises lit (ou l'ayant été) et celles exposées au problème et à sa récurrence du fait des conditions socio-économiques et du lieu (quartier, immeuble) de résidence. Ces ateliers se veulent un espace de dialogue, de partage d'expérience, de formation de sensibilisation pour ces personnes reconnues dans le cadre de ce projet comme des experts expérientiels des punaises de lit. Les personnes affligées (qui le souhaitent) devenant ainsi actrices actives de la solution en faisant le pont entre les membres de la communauté et les acteurs des différents secteurs concernés par le problème incluant les intervenants sociaux.

Cette expérience de stage a été révélatrice sur les différents défis de la création d'un protocole émanant d'une collaboration intersectorielle. Ce but ne peut être atteint sans entrer en contact avec les membres de la communauté et côtoyer relativement de près leurs réalités sociales. C'est pourquoi, dans le cadre de mon stage au CRCRR, je me suis engagé à solliciter la

collaboration des membres de la communauté dans ce projet. Ainsi, le CRCRR était l'organisme par lequel le projet les ateliers devraient prendre forme. Cet organisme communautaire était alors une ressource importante pour la création de ces ateliers. La prise de contact avec le Centre a été faite avant l'émergence de la COVID-19 et le plan initial était vraiment de faire une série de six ateliers regroupant de 6 à 12 participants. L'évolution rapide et insoupçonnée de la pandémie a remis en question notre stratégie d'approche et de prise de contact avec les gens de la communauté. À dire vrai, l'ensemble des services du Centre ont été modifiés et adaptés à la nouvelle réalité qu'impose la COVID-19. Paradoxalement, c'est finalement dans un contexte de distanciation sociale que j'ai commencé ce stage lorsque l'objectif de départ était de faire un rapprochement social au tour de l'enjeu des punaises de lit par le biais d'une série d'ateliers. Ce revirement – cette distanciation a permis de mettre en lumière nombre de défis qui touchent le milieu de l'intervention communautaire et de réfléchir aux possibilités de réaliser nos ateliers et d'atteindre nos objectifs de développement du pouvoir d'agir dans les communautés touchées.

2.2 Analyse du récit

Comme mentionné plus haut, j'avais deux objectifs à atteindre avant la fin du stage. Il s'agissait de recruter des personnes leaders dans la communauté qui peuvent embrasser le projet en vue de poser des actions revendicatives auprès des décideurs politiques et aussi de les rassembler dans un cocon sous forme d'ateliers de partage, de sensibilisation et de formation. J'ai donc rencontré des défis dans l'accomplissement de cet objectif de stage. Des défis qui nous permettent d'aller plus loin dans nos réflexions sur les enjeux relatifs à la lutte contre les punaises de lits.

Considérons l'objectif premier qui était de recruter des leaders dans la communauté. Selon mon expérience à Overbrook, il existe déjà des personnes qui se portent volontaires pour représenter les membres de la communauté. Ces personnes jouent un rôle important autant pour les membres de la communauté que pour le CRCRR. Ils font figure d'intermédiaire entre le CRCRR et les personnes vulnérabilisées du fait de leurs conditions d'existence. Ces chefs de file travaillent donc en collaboration avec le Centre, ils participent avec zèle à l'élaboration et la préparation de plusieurs activités communautaires, elles font la promotion de ces activités. Ce sont des personnes très dévouées dans la communauté. J'ai pu tisser des liens de confiance avec deux

des leaders que j'avais rencontrées durant mon stage. Je leur avais alors expliqué le projet et je les avais invitées à y participer. Ces personnes m'ont tous avoué qu'effectivement les punaises de lit sont une problématique réelle dans la communauté, que les gens en souffrent et qu'ils connaissent de nombreuses familles affectées par cette problématique. Cependant, la révélation clé, c'est que les gens refusent d'en parler! Les punaises de lit constituent en fait un sujet tabou. En effet, en raison des étiquettes qui sont attachées à la problématique des punaises de lit, les gens sont très réticents à aborder le sujet et encore moins à avouer qu'ils en sont victimes. Par exemple, dans le cadre d'une évaluation des besoins au sein de la communauté dont le but était de mieux adapter les services de l'organisme auprès de sa clientèle, j'ai suggéré d'intégrer une section concernant les punaises de lit. En faisant cette évaluation, j'ai remarqué que certaines personnes se sentaient insultées simplement par le fait d'aborder le sujet. Beaucoup de personnes vivaient de la gêne à parler des punaises de lit, comme si, simplement le fait d'aborder le sujet était une accusation en soi. Ce refus de parler ouvertement des punaises de lit par les membres de la communauté démontre à quel point il est important de fait un travail de sensibilisation concernant la problématique des punaises de lit. J'ai le sentiment que les gens préfèrent largement souffrir en silence au lieu de demander de l'aide. J'ai réalisé que ce n'est pas aussi simple d'avoir des réponses en frappant à la porte des gens et de leur demander de parler de leur problème, souvent étouffer dans leur honte jumelée souvent à un sentiment de culpabilité. Je crois qu'il faudra d'abord déconstruire ce sentiment négatif qui entrave la liberté des gens à rapporter une infestation de punaises de lit. J'ai alors souhaité travailler en plus grande proximité avec les leaders dans la communauté, mais encore une fois j'ai rencontré des difficultés majeures. En effet, selon le Centre, ces personnes ne peuvent malheureusement pas être sollicitées davantage, puisqu'elles donnent déjà trop de leur temps et de leur énergie à la communauté. En résumé, il est difficile d'établir une initiative collaborative à l'éradication des punaises de lit dans le cadre des Centres des ressources communautaires puisque d'une part les leaders sont déjà très sollicités par d'autres enjeux dans la communauté, d'autre part l'enjeu demeure une réalité gênante, méprisée par la société et du coup difficile à aborder.

Si nous considérons maintenant le second objectif qui est le développement d'une série d'ateliers basée sur le développement du pouvoir d'agir, nous avons remarqué, qu'en milieu communautaire, il peut vraiment exister tout un fossé entre la théorie et la pratique. En effet, le modèle de recherche-action-participative est valorisé dans la littérature et est reconnu comme une

approche qui valorise et reconnaît la part de chacun dans la recherche de solutions face à une problématique donnée. Cependant, il me semble que ce n'est pas si évident d'implanter cette vision de travail en milieu communautaire. Pour dire la vérité, d'après mon expérience, ce n'est pas que le milieu communautaire serait foncièrement opposé à ce modèle, mais à mon avis, ce sont plutôt des organismes qui ont déjà leur structure de travail et leurs propres façons d'interagir et parfois de façon spécifique avec leur *clientèle*. Ainsi, une nouvelle approche peut se révéler inadaptée, voire contraignante. Dans le cas de mon stage, la plupart de mes collaborateurs m'ont dit qu'une série de six ateliers est trop longue. À dire vrai, on ne peut pas demander aux gens de s'investir autant dans une entreprise telle que la recherche, dont les résultats apparaissent à long terme. Les personnes qui ont recours aux services communautaires sont souvent dans un état de détresse, d'urgence. Ils s'attendent donc à recevoir un service dont les résultats sont tangibles et immédiats. Ainsi, je me suis aperçu que toute approche envers la communauté doit prendre forme de service sinon elle est sans intérêt. Afin de se conformer à la réalité du milieu communautaire, on m'a suggéré de réduire au nombre de deux les ateliers et de les faire avec des groupes différents. Or, le but du modèle de six ateliers est justement de cheminer avec un groupe de gens dans le temps afin de créer un lien de confiance et de favoriser un espace de dialogue d'où naîtraient des leaders pouvant continuer de porter eux-mêmes le projet à long terme. Finalement, nous sommes parvenus à proposer une formule en deux ateliers afin de converger avec les perspectives de l'organisme.

2.3 Recherche documentaire

Dans le cadre de ce projet, notre expérience communautaire a été très utile. Elle nous a permis de non seulement vivre la réalité du terrain mais aussi d'avoir des réflexions intéressantes sur les défis de collaboration entre différents milieux même s'ils peuvent avoir des objectifs communs. Cette réalité nous pousse alors à faire le bilan des connaissances relatives à la collaboration intersectorielle. Notre recherche documentaire porte sur les connaissances en matière de collaboration intersectorielle dans la littérature actuelle.

Pour réaliser cette revue de littérature, nous avons considéré deux bases de données et une revue électronique qui sont respectivement : Social services abstract; EconLit et Canadian Business & Current Affairs Database. Ces revues et bases de données ont été consultées parce qu'elles sont spécialisées dans le domaine des sciences sociales et de gestion. Nous avons employé une série de mots clés pour cibler des articles pertinents dans ces revues littéraires ainsi que cette

base de données. Ces termes clés sont les suivants : « Intersector* » ; « Communit* » ; « Empower* » ; et « Collaborat* » ; « Partnership » ; « Participative action research » ; « Vulnérab* » et « Relationship ». Ces mots clés ont été utilisés afin de bien cerner les articles qui abordent la collaboration intersectorielle et d'apporter des lumières sur ce que cela implique. Nous avons eu comme résultats un total de 46 articles, nous avons sélectionné 21 articles en nous basant sur leurs résumés en fonction de la présence ou non des mots clés cités ci-dessus. Dans la bibliographie de ces articles, nous avons choisi 9 articles qui nous paraissaient pertinents. Dans le processus de sélection des articles, les études ne faisant pas référence directement à une collaboration intersectorielle, à des communautés vulnérables, à la recherche action participative ont été exclues.

Après avoir fait une première sélection, nous avons effectué un bref examen des écrits recueillis en faisant une lecture horizontale de chacune de ses articles. Ceci était dans le but d'assurer la pertinence des articles et des rapports à notre intérêt de recherche. Enfin, suivant la formule de Molgat et Trahan-Perreault (2015), les articles ont été regroupés par thème avant d'en faire une synthèse dans la forme d'une analyse thématique.

3. Résultats

Dans le but de répondre aux quelques défis rencontrés dans notre partenariat avec le milieu communautaire, une revue de la littérature a été abordée au sujet de la recherche action participative et de la collaboration intersectorielle. Cette revue a permis de faire le bilan des connaissances et à partir de celles-ci nous avons pu formuler des recommandations pour le projet de recherche.

3.1 La recherche-action participative

Dans une perspective de justice sociale, la recherche-action participative s'efforce d'atteindre deux objectifs clés qui sont la production de connaissances et le développement communautaire (Flicker et al., 2008 ; Savan, 2004 ; Barr, 2005 ; Titterton et Smart, 2006). Dans ce sens, la recherche scientifique comme mode de production de connaissances s'associe à un projet social et sollicite la participation active d'un ensemble d'acteurs. Ainsi, la recherche-action et la recherche participative constituent une approche de la recherche scientifique qui se base sur des valeurs démocratiques. En d'autres termes, elles valorisent et encouragent l'apport des parties prenantes (personnes concernées par l'objet de la recherche) à la recherche (Kagan et Burton, 2000). Ceci dit, en dehors des chercheurs, les sujets qui participent à ladite recherche sont reconnus

comme étant des gens qui possèdent un ensemble de savoirs, de connaissances utiles et importantes pour l'avancement de la recherche. Ces personnes deviennent des acteurs à part entière dans la recherche, et apprennent à développer d'autres compétences d'analyse sociale critique afin de connaître les rôles qu'ils peuvent jouer dans le changement de leurs conditions sociales (Flicker et al., 2008). Dans cette vision, la recherche-action participative reconnaît que les communautés locales qui sont les sujets de la recherche doivent être aussi des partenaires dans les processus de création de connaissances et de changement social. Ainsi, l'implication significative des parties prenantes dans la recherche contribue à la fois à la résolution des problèmes et au partage du pouvoir en reconnaissant explicitement les connaissances locales et l'expérience comme étant valables et importantes. En somme, la recherche-action participative se caractérise par de nombreux recoupements. Comme le précise Granada (1991) : « Pour la recherche-action participative, la construction et la constitution du savoir sont sociales ; elle reconnaît que les agents qui interviennent ont des compétences et une expérience particulière » Granada, 1991, pp. 176-177). Dans cette vision, il faut voir le processus participatif comme étant l'implication d'une éducation informelle dans laquelle la communauté et le chercheur apprennent ensemble, ce qui facilite « l'expansion et la démocratisation des connaissances » (Goodly et Parker; 2000). Ainsi, la connaissance recherchée ou simplement le savoir, n'est « ni trouvé ni enseigné » il est plutôt créé au moyen d'une interaction dialectique », on est vraiment dans une dynamique de co-apprentissage (Goodly et Parker; 2000). Alors, ces recoupements permettent justement de comprendre que la recherche-action participative cherche prioritairement à faire entendre la voix des personnes marginalisées et non entendues dans la société (Kong et al., 2020). Cette façon de procéder dans la recherche permet de non seulement reconnaître l'expérience des personnes concernées, mais aussi de susciter chez elles un sentiment d'empowerment, c'est-à-dire transformer la position de victime impuissante en actrice consciente des fondements sociopolitiques (injustes) de cette position et habilitées à agir avec d'autres pour changer cette situation et apporter des solutions au problème (Kirby, 2006).

Dans ce cas, l'intérêt d'une telle approche est surtout de donner du pouvoir à des communautés vulnérables et d'apporter de l'extension à leurs voix trop souvent ignorées. Pourtant, ces communautés ne sont pas que vulnérables, elles sont souvent et paradoxalement pleines de ressources. Les personnes qui constituent ces communautés sont elles-mêmes des ressources, elles

ont des forces, des potentiels qui sont malheureusement très peu reconnus, mis en valeur et développés. La recherche-action participative reconnaît donc que ces gens comme des "experts par expérience" (Kong et al., 2020). Quand ces personnes sont reconnues pour leurs qualités et non pour leurs faiblesses, elles deviennent une force sociale capable de faire de grands changements. C'est pourquoi, ce présent projet de recherche qui se veut être une recherche-action participative souhaite encourager une participation active des personnes dites expertes par expériences et de par leurs expériences de vies à les solliciter pour travailler en collaboration avec les chercheurs. La structure de ce projet souhaite ainsi la démocratisation du leadership par le biais d'une organisation d'ateliers communautaires. Dans ce sens, le présent projet encourage une responsabilité sociale des personnes expertes par expériences et sur une base volontaire les aidant à développer leur niveau d'engagement civique (Post et al; 2014). Le but de la présente recherche est vraiment de co-construire avec les gens de la communauté un projet de recherche qui sera leur voix, qui soutiendrait leurs combats pour lutter collectivement contre la problématique des punaises de lit.

3.2 La collaboration intersectorielle

La collaboration intersectorielle permet d'adresser des problématiques sociales complexes, elle est une approche de plus en plus utilisée dans diverses politiques et programmes sociaux afin de contrer des inégalités sociales (Bilodeau et al; 2018; Schensul et al; 2006). Cette approche systémique qui permet d'aborder les problèmes sociaux implique un certain nombre d'acteurs provenant de secteurs divers (Ferlie et al, 2011; Shankardass et al, 2012). Les interventions intersectorielles peuvent donc mettre en relation les principaux secteurs de la société notamment l'État, le marché et la société civile afin de faire progresser les politiques publiques et apporter des solutions durables face à de nombreuses problématiques sociales (Baum, 2007; Brandsen et Karré, 2011). Dans ce présent travail, les partenariats interdisciplinaires et interorganisationnels seront également considérés comme étant des partenariats intersectoriels (Schensul et al; 2006). Le terme intersectoriel est donc utilisé pour faire référence au travail collaboratif entre deux secteurs d'activités différents.

3.2.1 L'importance d'une collaboration intersectorielle

Avoir un projet à caractère social exige de plus en plus des partenariats intersectoriels en raison de la complexité des phénomènes sociaux (Canham et al; 2018; Suarez-Balcazar et al;

2006). L'idée est de rejoindre différentes perspectives émanant de plusieurs champs de connaissances afin de résoudre un problème commun (Stokols et al., 2003). La collaboration intersectorielle fait donc appel à de multiples points de vue et corps de connaissances et des stratégies, afin d'analyser et de traiter un problème social donné (Bilodeau et al; 2018; Suarez-Balcazar et al; 2006). Dans cette veine, les perspectives différentes et propres à chaque secteur sont alors des opportunités qui peuvent permettre de bien comprendre la problématique en question et favorisent des solutions innovantes aux bénéfices de la société (Hoehner et al; 2003).

Cependant, il ne faut surtout pas croire que la collaboration intersectorielle est une entreprise facile. Elle s'avère difficile à mettre en œuvre et à maintenir dans le temps. D'ailleurs, il est ressorti dans la littérature de nombreuses expériences de collaboration intersectorielle qui n'ont pas abouti pour de multiples raisons (Long, 2001). Cependant, quand les objectifs fixés sont réalistes, quand les acteurs arrivent à partager une vision et un objectif commun, quand les tâches et le pouvoir sont partagés, les chances de réussite sont alors plus grandes (Suarez-Balcazar et al; 2006). En effet, l'engagement à partager le pouvoir est un point crucial de la collaboration intersectorielle. Dans une étude faite sur un partenariat intersectoriel intitulé Chicago Food System Collaborative (CFSC), les chercheurs Suarez-Balcazar et al; 2006) ont analysé les principes qui ont fait le succès de ce partenariat. Selon ce rapport, les membres de la CFSC ont estimé que le partage du pouvoir était, en partie, ce qui permettait à cette collaboration de fonctionner de manière efficace. Les acteurs ont tous été d'accord à partager le pouvoir, à s'ouvrir aux cadres de travail des autres malgré des cultures de travail différentes. Ils n'ont pas laissé un cadre de travail ou un secteur unique dominer l'approche de la résolution du problème social en question. Autre fait intéressant, les membres ont également rapporté qu'ils étaient prêts à partager le pouvoir grâce à un leadership efficace, un niveau d'engagement très fort envers la communauté cible. Selon leurs expériences, le leadership a surtout été perçu dans la capacité des dirigeants à écouter les préoccupations de chacun et dans l'effort d'intégrer autant que possible le point de vue de chacun.

En plus d'apporter des solutions efficaces à des problématiques sociales, l'approche intersectorielle a la particularité de bien adresser des problématiques qui concernent les communautés vulnérables. Le travail de Lopez-Carmen et al; (2019) a permis justement de mettre en relief le service intersectoriel auprès des personnes vulnérables. Ce travail d'analyse documentaire avait pour objectif de promouvoir un service intersectoriel efficace et proposait une

analyse de la littérature disponible qui sous-tend les processus d'intégration des services intersectoriels auprès des personnes vulnérables. Les résultats de cette étude proposent de considérer six points qui sont des facilitateurs de la mise en œuvre d'un projet intersectoriel, ils sont les suivants : « la participation de la communauté, l'accès et coûts, les services de santé multidisciplinaires en collaboration, les relations solides, la sensibilité culturelle et organisationnelle et la capacité du personnel » (Lopez-Carmen et al; 2019). Selon cette recherche, la collaboration intersectorielle a été bénéfique dans huit études. La présence de services de santé intersectoriels et collaboratifs a favorisé la discussion pour améliorer des services de santé mentale entre des médecins, des infirmières, des pharmaciens, des travailleurs sociaux et des agents de santé communautaires et a aidé à la formulation des plans d'intervention holistiques (Lopez-Carmen et al; 2019; Auclair et Sappa, 2012 ; Clark et al., 2014). Ainsi, les pratiques favorisant la collaboration au niveau du système de santé et les échanges d'informations dans tous les secteurs de la santé ont permis de dispenser de meilleurs soins de santé (Lopez-Carmen et al; 2019).

Toutes les études analysées dans cette recherche ont souligné la nécessité d'une meilleure collaboration intersectorielle dans les services de santé. Parmi ces études, cinq ont cité l'importance de relations solides comme facteur d'intégration des services. Les résultats concluants de ce travail ont rapporté six études intéressantes concernant les interventions intersectorielles. Ces études ont recommandé l'amélioration des politiques et des protocoles de santé pour favoriser une intégration efficace des services intersectoriels (Hillin et al., 2008 ; Hinton et al., 2015 ; Kowanko et al., 2009 ; Lessard et al., 2015 ; Malone et Stanley, 2013 ; Tousignant et al., 2013). Finalement, cette étude recommande de faire régulièrement des formations, de chercher du soutien politique, d'améliorer continuellement des protocoles de gestion de l'information entre les secteurs, de faire une éducation ciblée et une promotion continue des services afin de favoriser un meilleur partenariat intersectoriel.

En abordant le principe du partage de pouvoir, il faut mentionner que les chefs de file doivent s'assurer d'être un leader responsable, ils doivent travailler pour le maintien d'un climat de partage et de confiance (McKay, 2016; Maton et al; 2006). La qualité des relations entre les participants et les chefs de file est très importante, car elle favorise l'ouverture à l'apprentissage. Ces apprentissages se font à tous les niveaux, que ce soit au niveau des connaissances qui peuvent renforcer les équipes de travail, la cohésion du groupe ou le maintien de bonnes relations entre les

partenaires. Bien qu'il s'avère qu'un historique des relations de travail antérieures entre les personnes voire entre les différents secteurs concernés peuvent grandement aider, néanmoins il est toujours nécessaire voire déterminant de toujours privilégier le temps passé à apprendre les uns des autres, de favoriser le partage et l'inclusion de l'autre ayant des compétences et des perspectives complémentaires. C'est pourquoi le respect mutuel est reconnu comme une force de cohésion supplémentaire (Maton et al; 2006). Le fait de cultiver le respect mutuel dans la collaboration, augmente la passion et l'engagement à apprendre les uns des autres, à adopter une vision plus large, à développer des capacités de bien gérer des conflits potentiels et surtout à avoir la volonté d'investir un temps substantiel dans la collaboration. Ainsi, le développement de collaborations fructueuses est facilité par des actions communes et fondées sur des valeurs partagées.

Dans l'article de Phipps et al; (2018), les auteurs relatent les détails d'un processus transformationnel d'une alliance intersectorielle entre plusieurs organisations afin de promouvoir la santé environnementale des enfants. Après des années de travail guidé par une approche traditionnelle fondée sur des données probantes en matière de promotion de la santé environnementale des enfants, le partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE) avait décidé de considérer une nouvelle approche. En effet, le PCSEE avait décidé de travailler en collaboration avec d'autres secteurs afin de concevoir une approche d'application des connaissances axée sur l'équité nommée *EqKT*. Ainsi, cette nouvelle approche (*EqKT*) a été définie comme une approche relationnelle des pratiques d'application de connaissances qui invite les acteurs intersectoriels à travailler en collaboration. Cette transition vers une pratique intersectorielle axée sur l'équité qui découle de ce processus transformationnel a conduit le PCSEE à créer une initiative intersectorielle innovante avec une retombée positive. En effet, ce détour vers une approche intersectorielle a permis au PCSEE de constater qu'il est passé d'une approche descendante de type « pour qui » à une approche véritablement engagée de type « avec qui » (Phipps et al; 2018). Cette façon d'aborder les défis avec une approche de type « avec qui » et de facto intersectoriels permet d'intégrer plus facilement des partenaires communautaires. Ce processus transformationnel qu'a emprunté le PCSEE met en évidence l'importance d'une pratique intersectorielle et confirme également l'importance de travailler en partenariat avec les personnes vulnérables.

Pour marquer la réussite d'une collaboration intersectorielle, il est important que chaque acteur puisse réfléchir sur leur niveau d'engagement avant d'entrer dans des espaces d'action intersectoriels. Cela va sans dire que cette question demande aux professionnels et à toutes les parties prenantes de privilégier une réflexion honnête sur leur propre position, sur leur rôle dans la démarche. Cet exercice permettra de s'éloigner de l'expertise professionnelle et de subordonner mutuellement les positions afin de favoriser une dynamique d'interdépendance et valoriser ainsi ceux qui subissent les conséquences de la problématique en question. Il s'agit ici d'un travail relationnel, qui exige chez les différents acteurs à l'intérieur de cet espace intersectoriel, des relations qui peuvent mettre en évidence leurs puissances relatives (Phipps et al; 2018). Aussi, il faudra s'assurer que dans cet effort de démontrer respectivement ce que l'on peut apporter dans la collaboration ne favorise pas pour autant un système hiérarchique dans des espaces intersectoriels. Il faut donc que l'ensemble des acteurs, les professionnels, les membres de la communauté comprennent et se rappellent en tout temps leur double rôle d'enseignant et d'apprenant. Il faut donc garder à l'esprit que les personnes et les relations comptent autant, sinon plus, que les résultats.

Comme la collaboration intersectorielle est par nature un travail collectif, il est alors important de penser sur la manière dont les parties vont travailler en collaboration. Dans un contexte où l'on doit travailler avec des communautés vulnérables, il ne faut jamais oublier les diverses formes d'oppressions que vivent déjà les membres de ces communautés (la classe sociale, la discrimination, la stigmatisation, la pauvreté, le genre, etc.). Il faudra donc prêter attention et avoir un regard critique sur les règles institutionnelles et sur les pratiques professionnelles qui peuvent perpétuer des formes d'oppressions (Phipps et al; 2018). Ainsi, pour lutter contre ces formes d'oppression, Phipps et al; (2018) suggèrent de prêter une attention particulière aux espaces intersectoriels que nous cherchons à créer. Par exemple, certains lieux comme les bureaux gouvernementaux, les lieux de conférence, en autres, peuvent être peu accueillants pour certains participants. Dans ce cas, Phipps et al; (2018) conseillent d'utiliser des salles de spectacles, des salles communautaires au lieu de salles de conférence, et d'opter pour un code vestimentaire décontracté. Aussi, il faut s'attendre que des personnes issues de ces communautés soient parfois très peu familières avec la technologie. Si on ne tient pas compte de cet aspect alors il est possible que certaines personnes ne s'engagent pas dans la collaboration. Il est tout aussi important de faire des réunions avec une structure plus afin de permettre des relations plus détendues, ce qui aidera

à développer des modes de pensée inédits et à faire émerger de la diversité des points de vue et des compétences autour de la table (Phipps et al; 2018).

Malgré cette littérature intéressante sur la collaboration intersectorielle, il faut cependant préciser qu'il n'existe pas de recette magique pour mettre en œuvre et réussir un partenariat de collaboration intersectorielle (Roussos et Fawcett, 2000). Néanmoins, cela peut être vraiment utile de considérer quelques faits intéressants émanant de quelques expériences de collaborations entre certains acteurs. C'est en tout cas, ce qui été le but d'un examen de la littérature fait par Foster-Fishman et al; (2001) afin de soulever quelques points saillants dont les partenaires d'une collaboration intersectorielle doivent tenir compte afin d'augmenter leurs chances de succès.

Selon cette étude, la capacité de collaboration doit se renforcer à quatre niveaux qui sont : au niveau des membres qui composent ce partenariat; au niveau de la qualité de leurs relations ; au niveau de la structure organisationnelle mise en place pour développer ce partenariat et enfin au niveau des programmes sur lesquels la collaboration s'établit (Foster-Fishman et al; 2001). Dans ce schéma, nous voyons bien que les membres qui composent une collaboration sont en effet la base du succès de cette collaboration. Dans ce sens, le renforcement des capacités des membres qui constituent la collaboration doit être une priorité. Ainsi, la réussite d'une collaboration intersectorielle dépend largement de la capacité de ses membres à accomplir les tâches nécessaires et à cultiver une culture de travail collaboratif (Knoke et Wood, 1981). Il ne fait aucun doute que le travail en collaboration impose souvent des exigences spécifiques aux participants en sollicitant des compétences spécialisées. En effet, la capacité des membres qui composent une collaboration doit être reconnue et valorisée, car c'est un aspect essentiel pour le cheminement collaboratif. Cette reconnaissance et cette valorisation des compétences renforcent la capacité des membres à apporter à la table toutes les ressources nécessaires à la réalisation d'une bonne collaboration intersectorielle qui pourra répondre aux objectifs ciblés. Puisque chacun des membres d'une collaboration intersectorielle possède des savoirs particuliers. Il est alors important de cibler ceux dont le partenariat a besoin pour faire un travail intersectoriel efficace. Le travail Foster-Fishman et al; (2001), a permis justement de mettre en lumière des compétences et des ressources que doivent cultiver les membres d'une construction d'un environnement de collaboration. Premièrement, les membres qui composent la collaboration sont généralement plus disposés à participer lorsqu'ils ont une attitude positive à l'égard du projet proposé ou qu'ils sont fortement

engagés dans le problème ciblé. Deuxièmement, les collaborateurs doivent encourager une attitude positive à l'égard des autres parties prenantes, à l'endroit des collègues. Cette attitude est cruciale, car elle facilite un environnement de travail productif et accroît la volonté et la capacité de tout le monde à s'engager dans ce travail de collaboration. Finalement, Foster-Fishman et al; (2001) proposent que les membres qui travaillent en collaboration doivent avoir une image positive d'eux-mêmes et de leur rôle autour de la table. En effet, quand les collaborateurs perçoivent leur propre légitimité dans l'effort de collaboration et reconnaissent leur propre compétence en matière de participation, ces derniers sont plus susceptibles de participer activement et de mettre leurs connaissances et leurs compétences au service du groupe (Foster-Fishman et al; 2001; Herman et al., 1993 ; McMillan et al., 1995). De plus, il s'avère aussi qu'une composition diverse de collaborateurs permet d'avoir accès à une meilleure gamme de compétences/connaissances nécessaires à la capacité de collaboration. Ainsi, les différentes parties prenantes apportent des compétences et des ressources différentes à la table et enrichissent la collaboration. En somme, il est judicieux de croire qu'en reconnaissant les compétences des membres de la communauté, en établissant des relations plus directes, en renforçant les relations des différents partenaires, en valorisant de façon égalitaire l'ensemble des ressources qui peuvent être mobilisées sont tous des aspects importants pour réussir une collaboration intersectorielle (Foster-Fishman et al; 2001).

3.2.2 Collaboration entre milieu institutionnel et communautaire

Les perspectives de cette recherche tendent vers des relations de travail collaboratif avec les gens de la communauté qui vivent ou qui ont vécu la problématique de punaise de lit. Ainsi, les organismes communautaires ont été et sont encore des canaux importants pour faire avancer ce travail de recherche. Selon notre expérience de stage, il existe des blocages systémiques qui peuvent limiter la collaboration entre certains milieux. Dans le cas présent, nous souhaitons éclaircir les obstacles à la collaboration entre les milieux communautaire et universitaire. De prime abord, on abonde dans le sens de Flicker et al; (2008) qui soutient que la collaboration entre les organismes communautaires et les universités peut jouer un double rôle qui est la production de connaissances et le développement communautaire. De par leurs missions respectives, la collaboration entre ces deux milieux favoriserait des actions de justice sociale (Schensul et al; 2006; Savan, 2004 ; Barr, 2005 ; Titterton et Smart, 2006). La collaboration entre l'université et le milieu communautaire dans le cadre d'une recherche-action participative peut enrichir les

processus et les résultats de la recherche scientifique, car cette collaboration fait appel aux connaissances et aux théories locales et renforce la pertinence et l'utilité des données (Flicker et al; 2008). De plus, ce partenariat est concrètement une stratégie de développement communautaire, car elle s'inscrit dans le cadre d'une recherche dans la communauté, en servant les intérêts de la communauté, en encourageant la participation des citoyens et en s'efforçant de générer un changement social (Flicker et al; 2008; Nelson et al; 2001). Le partenariat entre les milieux institutionnels comme les universités et un organisme communautaire est parfois difficile en raison de la nature et du fonctionnement de chacun d'eux. En effet, de nombreux écrits affirment que les organismes communautaires et les milieux institutionnels ont des cultures organisationnelles très différentes (Clément et al; 1999). Il faut alors préciser que des caractéristiques bien définies différencient aussi les deux milieux. Le milieu communautaire se distingue notamment par son caractère de précarité et d'incertitude face au financement et par une organisation non rigide qui dépend souvent du bénévolat. Tandis que le milieu institutionnel, à l'instar des universités, a un caractère plus rigide et une stabilité financière, le pouvoir dans ce milieu est établi de façon hiérarchique et ne dépend pas du bénévolat, le mode de fonctionnement est moins démocratique et on y valorise le professionnalisme (Flicker et al; 2008; Clément et al; 1999). Ainsi, le partenariat entre les milieux communautaires et institutionnels est d'autant plus difficile en raison d'un déséquilibre de pouvoir. L'un des défis majeurs qu'il faut retenir de la collaboration entre le milieu communautaire et le milieu universitaire réside dans leurs différences d'approche. En effet, selon Davidson et al; (2006), l'approche communautaire est plus orientée vers l'action que vers la recherche critique, ses actions ne remettent pas en cause les structures de pouvoir institutionnalisées et le statu quo. Tandis que l'approche universitaire opte plutôt pour une vision critique et n'hésite pas à remettre en cause le statu quo (Davidson et al; 2006; Maton et al; 2006).

La collaboration entre le milieu communautaire et universitaire couvre un large éventail de disciplines telles que la psychologie, le travail social, la sociologie, l'éducation, les soins infirmiers, la nutrition, les études familiales, etc. (Nelson et al; 2001). Ce partenariat comprend également une variété de prestataires de services, représentant différents secteurs, notamment le secteur de la santé, le secteur de l'éducation et les services sociaux, qui travaillent ensemble pour fournir une approche d'intervention pour la communauté. Toutefois, le partenariat entre ces deux milieux est plus complexe quand il se fait à travers les disciplines qui optent pour une approche individuelle. En effet, comme le souligne Schensul et al; (2006) : « le travail intersectoriel et

collaboratif peut se dérouler plus facilement lorsqu'il n'est pas limité par la culture individualiste de nombreux départements universitaires qui encouragent l'indépendance des chercheurs dans la recherche et les publications » (Schensul et al; 2006). Le manque de consensus entre ces deux milieux fait en sorte qu'il faut toujours repenser le partenariat. Il existe en effet des causes structurelles de conflits dans un projet de partenariat entre les deux milieux. On peut citer notamment l'écart de salaire et de politiques de gestion de performance, les différences organisationnelles en matière de gestion et de promotion du personnel. Cela peut aussi intervenir dans la prise de décision en matière de recherche en ce qui concerne les questions centrales, la méthodologie, les instruments et les domaines d'investigation. Schensul et al; (2006) ajoute aussi que « les confusions concernant les rôles et les responsabilités des partenaires non chercheurs peuvent aussi être une source de conflits en particulier lorsque ces partenaires ont des idées importantes sur la conduite de la recherche. Les attentes concernant les procédures administratives, les méthodes de gestion des réunions, la rapidité avec laquelle les activités du projet doivent progresser et les styles de communication dans les réunions d'équipe du projet sont également des sources possibles de désaccord » (Schensul et al; 2006). Enfin, quand les stratégies de collaborations sont bien pensées, quand les deux parties sont en accord sur toute la démarche, elles peuvent parvenir à créer des contextes de développement durable, construisant ainsi des réseaux de collaboration intersectorielle favorisant le développement local (Picciotti, 2017). Ce partenariat peut constituer un fer de lance pour changer des politiques publiques et peut continuer à contribuer à l'introduction et au développement de nouveaux services (Defourny et Nyssens 2010). Cette collaboration intersectorielle entre le milieu institutionnel et le milieu communautaire n'exclut pas de l'équation des entreprises privées à but lucratif. En effet, selon Squazzoni (2009) ces entreprises peuvent aussi prendre part à des initiatives intersectorielles. Toutefois, de telles relations ne peuvent réussir que si les attentes sont fondées sur la confiance et des cadres de collaboration intersectorielle stables orientés vers l'exploration, l'innovation et la recherche de nouvelles solutions (Squazzoni,2009).

3.2.3 Obstacles et défis à la collaboration intersectorielle

Pour entreprendre des initiatives d'instauration d'une collaboration intersectorielle, il faut être conscient des obstacles et défis qui peuvent survenir dans cette entreprise. En effet, Bilodeau et al; (2018) rapportent d'après leurs vingt ans d'expérience dans l'action intersectorielle qu'il n'est

pas toujours facile d'assurer une collaboration intersectorielle réussie. Les deux défis récurrents qu'ils ont rencontrés dans l'action intersectorielle sont : « (1) assurer la convergence parmi les intérêts et les ressources des acteurs sectoriels, (2) de coordonner la multiplicité des programmes sectoriels » (Bilodeau et al; 2018). De plus, la volonté d'entreprendre une action intersectorielle n'est pas nécessairement une réponse unifiée, c'est-à-dire, tous les secteurs ciblés ne prendront pas nécessairement le pas vers cette démarche collective dépendamment de leurs intérêts respectifs (Lang et Mullins, 2020). Enfin, le travail de Clément et al; (1999) permet de faire le point sur les défis de partenariat entre le milieu institutionnel et communautaire, selon cette étude le plus grand défi de partenariats entre ces deux milieux et non le moindre, réside sans doute dans la différence de leur culture de travail respective (Clément et al; 1999).

3.2.4 Outils et renforcement d'une bonne collaboration intersectorielle

La collaboration intersectorielle est parfois la solution la plus judicieuse pour bien adresser une problématique sociale c'est pourquoi il est important de bien cibler les actions qui peuvent renforcer une bonne collaboration intersectorielle. Ainsi, la familiarisation des acteurs constituant le réseau intersectoriel fait partie des démarches préliminaires de la collaboration. Cette étape permettra de prendre connaissance des différents domaines de ces derniers et de leurs contributions respectives. C'est aussi un bon moyen qui permettra d'engager un dialogue et de partager des connaissances dans le but de coordonner la prestation de services et les nouveaux programmes (Veronis, 2019). Parmi les facteurs qui ont facilité la réussite de la collaboration intersectorielle, Maton et al; (2006) énumèrent le fait d'avoir des valeurs communes concernant la démarche, le privilège d'avoir des antécédents de travail en commun, la capacité de s'ajuster à une conceptualisation commune de la recherche, le fait de disposer de solides compétences dans la résolution de conflits, la capacité de favoriser l'inclusion de tous les membres de l'équipe de recherche dans la prise de décision et la capacité de maintenir un équilibre entre les objectifs de recherche et les ressources (Maton et al; 2006).

Maintenant il convient de présenter un outil de renforcement d'une bonne collaboration intersectorielle, il s'agit des tableaux de bord communautaires. En effet, « les tableaux de bord communautaires sont un outil participatif promu par les agences de développement pour améliorer la prestation des services et des programmes gouvernementaux » (Dauti, 2019). Cet outil favorise l'engagement des parties prenantes et encourage l'action participative des secteurs. Les tableaux

de bord communautaires sont généralement faciles à développer; ils ne requièrent pas de connaissances ou de compétences spécialisées (Dauti, 2019). Cet outil a fait ses preuves dans plusieurs études, notamment dans cette étude faite par Blake et ses collègues (2016) qui a révélé que l'utilisation des tableaux de bord communautaires a eu un effet positif sur la participation communautaire, la transparence et la responsabilité. Et, comme le souligne Blake et ses collègues (2016) : « La mise en œuvre des tableaux de bord communautaires repose sur des partenariats entre des fonctionnaires et des membres de la communauté » (Blake et al., 2016). Le tableau de bord communautaire est sans nul doute une manière intéressante d'accroître la participation, la responsabilité et la transparence entre les utilisateurs de services, les fournisseurs et les décideurs (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, 2013). Dans le cadre de ce projet, l'objectif de cet outil participatif serait de promouvoir la qualité de la collaboration et de reconnaître les contributions, l'efficacité et la responsabilité de chaque secteur. Cet outil participatif permettrait à ce projet d'avoir en main une unité d'analyse; il serait aussi une source d'informations et serait objet de discussions enrichissantes au tour de la table intersectorielle. En raison de l'aspect graphique de cet outil, il faut éviter de pointer du doigt ou de blâmer les résultats et de blâmer des parties, car là n'est point le but. Les tableaux de bords communautaires peuvent être utilisés par toutes sortes de structures communautaires, ils peuvent être utile à l'utilisateur du service par exemple, la communauté en donnant des informations systématiques et constructives et en facilitant un retour d'information aux prestataires de services sur leurs performances (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, 2013). Il peut être aussi utilisé par le prestataire de services, telles que les tables intersectorielles, afin d'être au courant sur les aspects du projet qui fonctionnent bien et qui ne le sont pas. Les informations recueillies permettront justement de prendre des décisions éclairées et d'avoir un regard critique sur la démarche (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, 2013).

3.3 Recommandations

Après cette étude exploratoire, plusieurs recommandations permettant de faciliter l'action intersectorielle dans l'éradication des punaises de lit découlent de cette revue littéraire. Premièrement, ce projet intersectoriel doit être organisé de manière à ce que les principaux partenaires puissent avoir des rôles bien définis et de pouvoir partager à la table intersectorielle leurs avancées (Schensul et al; 2006). Le but n'est certainement pas de les soumettre à une

évaluation, mais plutôt de partager le pouvoir et de valoriser la contribution de tous les secteurs. Deuxièmement, tous les membres de l'équipe doivent participer aux rencontres et à l'élaboration du projet, puisque cette façon de développer la collaboration accroît le niveau d'engagement de chacun et permet de maximiser la compréhension et le succès de chaque étape du projet (Schensul et al; 2006). Afin relever les défis relatifs au partenariat entre les milieux communautaire et institutionnel, ce projet de recherche doit tenir compte de certains facteurs. Il faudra donc considérer deux facteurs principaux, à savoir le facteur humain ou professionnel (les relations avec les personnes impliquées) et le facteur organisationnel (Clément et al; 1999). Le facteur humain permet de reproduire les attitudes favorables au partenariat, notamment de tenir compte des disponibilités de chacun, d'avoir des échéances adaptées et convenables à tous les secteurs, de faire des rencontres régulières et de rappeler régulièrement les objectifs de la collaboration. Il faut aussi avoir de l'ouverture d'esprit, de l'écoute, de la transparence, de la patience, de la tolérance et de la volonté d'en arriver à des compromis. Il faut se rappeler qu'une bonne relation intersectorielle se base sur des rapports équitables entre partenaires et se repose sur le respect mutuel et la reconnaissance des expertises réciproques, et ce, même lorsque survient une divergence de point de vue ou d'intérêt (Clément et al; 1999). Panet-Raymond et Bourque (1991) rappellent ce qui peut aussi aider à un bon partenariat entre ces deux milieux, pour ces auteurs : « la compétence et l'expertise des personnes impliquées, l'attitude professionnelle et la présence d'une personne pouvant jouer un rôle d'intermédiaire entre les deux organismes sont d'autres facteurs déterminants » Panet-Raymond et Bourque, 1991). En ce qui a trait aux facteurs organisationnels, il faut chercher et valoriser la présence d'un intérêt partagé qui devrait se traduire par l'adoption d'objectifs communs (Clément et al., 1995 ; Panet-Raymond et Bourque, 1991). Il ne faut donc pas négliger la qualité de la communication entre les partenaires, il est aussi primordial de constamment valoriser la connaissance et la reconnaissance mutuelle des rôles et des limites de chacun des organismes concernés et de respecter les cultures organisationnelles et de travail de chaque partie, ce point est essentiel dans l'établissement d'un partenariat équitable. Le partenariat étant un travail collaboratif, il faut alors élaborer ensemble un plan de travail où sont énoncés clairement les attentes et les objectifs du partenariat, de même qu'une stratégie de gestion commune précisant, entre autres, les investissements de temps et les modalités des actions qui seront entreprises (Clément et al., 1999; Panet-Raymond et Bourque, 1991). Enfin, il serait très important pour ce projet d'avoir des personnes-ressources permanentes venant de tous les secteurs

et de la communauté elle-même. Ces personnes doivent avoir un mandat bien clair et doivent affirmer leur engagement dans le projet (Clément et al; 1999). C'est pourquoi toutes les parties prenantes du projet doivent s'entendre sur une définition sans équivoque du partenariat et sur l'adoption des objectifs communs. Il faut aussi penser la mise d'une structure de prise de décision équitable, car chacune des parties doit avoir un poids égal dans la prise de décision. Finalement, une table ronde pourrait également être utile avec tous les membres de l'équipe d'action intersectorielle afin de bien définir ce partenariat.

Bibliographie

- Auclair, G., & Sappa, M. (2012). Mental health in Inuit youth from Nunavik: Clinical considerations on a transcultural, interdisciplinary, community-oriented approach. *Journal of the Canadian Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, 21(2), 124–126.
- Barr, A. (2005) Themes and issues: the contribution of research to community development, *Community Development Journal*, 40 (4), 453 – 458.
- Baum, F. (2007). Cracking the nut of health equity: Top down and bottom up pressure for action on the social determinants of health. *Promotion & Education*, 14, 90–95.
- Bilodeau, A., Laurin, I., Giguère, N., & Potvin, L. (2018). Understanding the challenges of intersectoral action in public health through a case study of early childhood programmes and services. *Critical Public Health*, 28(2), 225–236. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1080/09581596.2017.1343934>
- Blake, C., Annorbah-Sarpei, N. A., Bailey, C., Ismaila, Y., Deganus, S., Bosomprah, S., . . . Clark, S. (2016). Scorecards and social accountability for improved maternal and newborn health services: A pilot in the Ashanti and Volta regions of Ghana. *International Journal of Gynecology and Obstetrics*, 135, 372.
- Brandsen, T., & Karré, P. M. (2011). Hybrid organizations: No cause for concern? *International Journal of Public Administration*, 34, 827–836
- Canham, S. L., PhD., Fang, M. L., M.P.H., Battersby, L., M.A., Woolrych, R., PhD., Sixsmith, J., PhD., Ren, T. H., M.Sc, & Sixsmith, A., PhD. (2018). Contextual factors for aging well: Creating socially engaging spaces through the use of deliberative dialogues. *The Gerontologist*, 58(1), 140. Retrieved from <https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/scholarly-journals/contextual-factors-aging-well-creating-socially/docview/2002988459/se-2?accountid=14701>
- Clark, T. C., C, T., Johnson, E. A., Kekus, M., Newman, J., Patel, P. S., ... Robinson, E. (2014). Facilitating access to effective and appropriate care for youth with mild to moderate mental
- Clément, M.-E., Tourigny, M. et Doyon, M. (1999). Facteurs liés à l'échec d'un partenariat entre un organisme communautaire et un CLSC : une étude exploratoire. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 12 (2), 45 – 64. Repéré à <http://www.cachc.ca/wpcontent/uploads/downloads/2012/03/Facteurs-li%C3%A9s-%C3%A0-l%C3%A9checdun-partenariatentre-un-organisme-communautaire-et-un-CLSC.pdf> <https://doi.org/10.7202/000053ar>
- Clément, M.-E., Tourigny, M. et Doyon, M. (1999). Facteurs liés à l'échec d'un partenariat entre un organisme communautaire et un CLSC : une étude exploratoire. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 12 (2), 45 – 64. Repéré à [23](http://www.cachc.ca/wpcontent/uploads/downloads/2012/03/Facteurs-</p></div><div data-bbox=)

li%C3%A9s-%C3%A0-l%C3%A9checdun- partenariatentre-un-organisme-communautaire-et-un-CLSC.pdf <https://doi.org/10.7202/000053ar>

Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. (2013). The community score card (CSC): A generic guide for implementing CARE's CSC process to improve quality. Retrieved from https://care.org/wp-content/uploads/2020/05/FP-2013-CARE_CommunityScoreCardToolkit.pdf

Dauti, M. (2019). Do community scorecards enhance the responsiveness of government officials? evidence from the implementation of a development project in albania. *Social Development Issues*, 41(1), 1-14. Retrieved from <https://search-proquest-com.proxy.bib.uottawa.ca/scholarly-journals/do-community-scorecards-enhance-responsiveness/docview/2295418032/se-2?accountid=14701>

Davidson, H., Evans, S., Ganote, C., Henrickson, J., Jacobs-Priebe, L., Jones, D. L., Riemer, M. (2006). Power and action in critical theory across disciplines: Implications for critical community psychology. *American Journal of Community Psychology*, 38(1-2), 35-49. doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1007/s10464-006-9061-4>

DEFOURNY J. and NYSSSENS M., 2012, ' The EMES approach of social enterprise in a comparative perspective', Emes Working Papers Series No. 12/03.

Ferlie, E., Fitzgerald, L., McGivern, G., Dopson, S., & Bennett, C. (2011). Public policy networks and 'wicked problems': A nascent solution? *Public Administration*, 89, 307– 324.

Flicker, S., Savan, B., McGrath, M., Kolenda, B. et Mildemberger, M. (2008). "If you could change one thing..." What community-based researchers wish they could have done differently. *Community Development Journal: An international Forum*, 43 (2), 239 – 253. <https://doi.org/10.1093/cdj/bsm009>

Flicker, S., Savan, B., McGrath, M., Kolenda, B. et Mildemberger, M. (2008). "If you could change one thing..." What community-based researchers wish they could have done differently. *Community Development Journal: An International Forum*, 43 (2), 239 – 253.

<https://doi.org/10.1093/cdj/bsm009>Foster-Fishman, P., Berkowitz, S. L., Lounsbury, D. W., Jacobson, S., & Allen, N. A. (2001). Building collaborative capacity in community coalitions: A review and integrative framework. *American Journal of Community Psychology*, 29(2), 241-61. doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1023/A:1010378613583>

Goodly, D. & Parker, I. (2000). Critical psychology and action research. *Annual Review of Critical Psychology*, 2,3–18

Granada, H (1991) Intervention of community social psychology: the case of Colombia. *Applied Psychology: An International Review*, 40 (2), pp. 165-180.

Herman, K. A., Wolfson, M., Forster, J. L., The evolution, operation and future of Minnesota's SAFPLAN:Acoalition for family planning. *Health Education Research*. 1993. 8: 3, 331– 344.

Hillin, A., McAlpine, R., Bennett, B., Brideson, T., Worral, V., & Montague, R. (2008). A model for consultation with aboriginal stakeholders about young people's mental health and wellbeing: The NSW school-link training program. *Australasian Psychiatry*, 16(5), 326– 332.
<https://doi.org/10.1080/10398560802192296>.

Hinton, R., Kavanagh, D. J., Barclay, L., Chenhall, R., & Nagel, T. (2015). Developing a best practice pathway to support improvements in indigenous Australians' mental health and well-being: A qualitative study. *BMJ Open*, 5(8), e007938. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2015-007938>.

Hoehner, C., Brennan, L. K., Brownson, C., Handy, S. L., Killingsworth, R., Opportunities for integrating public health and urban planning approaches to promote active community environments. *American Journal of Health Promotion*. 2003. 18 14– 20.

Kagan, C. & Burton, M. (2000). Prefigurative action re-search: An alternative basis for critical psychology? *Annual Review of Critical Psychology*, 2, 73–88.

Kirby, S. L. (2006). *Experience research social change : methods beyond the mainstream* (2nd ed.). Peterborough, Ont.: Peterborough, Ont.: Broadview Press, 2006.

Knoke, D., Wood, J. R., *Organized for action: Commitment in voluntary associations*. 1981. New Brunswick: Rutgers University Press.

Kong, S. T., Banks, S., Brandon, T., Chappell, S., Charnley, H., Hwang, S. K., Ward, N. (2020). Extending voice and autonomy through participatory action research: *Ethical and practical issues*. *Ethics & Social Welfare*, 14(2), 220-229.
doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1080/17496535.2020.1758413>

Kowanko, I., Stewart, T., Power, C., Fraser, R., Love, I., & Bromley, T. (2009). An aboriginal family and community healing program in metropolitan Adelaide: Description and evaluation. *Australian Indigenous Health Bulletin*, 9(4), 14.

Lang, R., & Mullins, D. (2020). Field emergence in civil society: A theoretical framework and its application to community-led housing organisations in england. *Voluntas*, 31(1), 184-200.
doi: <http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1007/s11266-019-00138-z>

Lessard, L., Fournier, L., Gauthier, J., & Morin, D. (2015). Continuum of care for persons with common mental health disorders in Nunavik: A descriptive study. *International Journal of Circumpolar Health*, 74, 27186. <https://doi.org/10.3402/ijch.v74.27186>.

Long, K. A., A reality-oriented approach to interdisciplinary work. *Journal of Professional Nursing*. 2001. 17: 6, 278– 282.

Lopez-Carmen, V., McCalman, J., Benveniste, T., Askew, D., Spurling, G., Langham, E., Bainbridge, R. (2019). Working together to improve the mental health of indigenous children: A

systematic review. *Children and Youth Services Review*, 104, 1.
doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1016/j.chidyouth.2019.104408>

Malone, J. L., & Stanley, D. (2013). Community-based mental health initiatives in a First Nations Health Centre: Reflections of a transdisciplinary team. *Pimatisiwin J. Aboriginal Indigenous Community Health*, 11(3), 433–439.

Mankowski, E. S., Galvez, G., & Glass, N. (2011). Interdisciplinary linkage of community psychology and cross-cultural psychology: History, values, and an illustrative research and action project on intimate partner violence. *American Journal of Community Psychology*, 47(1-2), 127-43. doi: <https://onlinelibrary-wiley-com.proxy.bib.uottawa.ca/doi/epdf/10.1007/s10464-010-9377-y>

McKay, Kelly, BScN, RN, Dip Prog Eval, & Nigro, Sherry, B.ScN., R.N. (2016). Policy at play: The implementation of healthy eating and active living guidelines in municipal child care settings. *Canadian Journal of Public Health*, 107(6), E556-E561.
doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.17269/CJPH.107.5561>

McMillan, B., Florin, P., Stevenson, J., Kerman, B., Mitchell, R. E., Empowerment praxis in community coalitions. *American Journal of Community Psychology*. 1995. **23** 699–727.

Nelson, G., Prilleltensky, I. and MacGillivray, H. (2001), Building Value-Based Partnerships: Toward Solidarity With Oppressed Groups. *American Journal of Community Psychology*, 29: 649-677. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1023/A:1010406400101>

Panet-Raymond, Jean et Denis Bourque (1991). Partenariat ou pater-nariat ? La collaboration entre établissements publics et organismes communautaires œuvrant auprès des personnes âgées à domicile, Montréal, Université de Montréal, École de service social.

Phipps, E., & Masuda, J. R. (2018). Towards equity-focused intersectoral practice (EquiP) in children’s environmental health and housing: The transformational story of RentSafe. *Canadian Journal of Public Health*, 109(3), 379-385.
doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.17269/s41997-018-0094-x>

Picciotti, A. (2017). Towards Sustainability: The Innovation Paths of Social Enterprise. *Annals of Public and Cooperative Economics*, 88(2), 233–256.

Post, D., Agarwal, S., & Venugopal, V. (2014). Rapid feedback: The role of community scorecards in improving service delivery. Washington, DC: World Bank.

Roussos, S. T., Fawcett, S. B., A review of collaborative partnerships as a strategy for improving community health. *Annual Review of Public Health*. 2000. **21** 369–402.

Savan, B. (2004) Community–university partnerships: linking research and action for sustainable community development, *Community Development Journal*, 39 (4), 372 –384.

Savan, B. (2004) Community–university partnerships: linking research and action for sustainable community development, *Community Development Journal*, 39 (4), 372 –384.

Schensul, J. J., Robison, J., Reyes, C., Radda, K., Gaztambide, S., & Disch, W. (2006). Building Interdisciplinary/Intersectoral research partnerships for community-based mental health research with older minority adults. *American Journal of Community Psychology*, 38(1-2), 79-93.
doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1007/s10464-006-9059-y>

Shankardass, K., Solar, O., Murphy, K., Greaves, L., & O’Campo, P. (2012). A scoping review of intersectoral action for health equity involving governments. *International Journal of Public Health*, 57, 25–33.

Squazzoni, F. (2009). Social Entrepreneurship and Economic Development in Silicon Valley: A Case Study on the Joint Venture: Silicon Valley Network. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 38(5), 869–883.

Stokols D, Fuqua J, Gress J, Harvey R, Phillips K, Baezconde-Garbanati L, Unger J, Palmer P, Clark MA, Colby SM, Morgan G, Trochim W. Evaluating transdisciplinary science. *Nicotine Tob Res.* 2003 Dec;5 Suppl1:S21-39. doi: 10.1080/14622200310001625555. PMID: 14668085.

Suarez-Balcazar, Y., Hellwig, M., Kouba, J., Redmond, L., Martinez, L., Block, D., Kohrman, C., & Peterman, W. (2006) The making of an interdisciplinary partnership: The case of the Chicago Food System Collaborative

Titterton, M. and Smart, H. (2006) Can participatory research be a route to empowerment? A case study of a disadvantaged Scottish community, *Community Development Journal*, bsl037.

Titterton, M. and Smart, H. (2006) Can participatory research be a route to empowerment? A case study of a disadvantaged Scottish community, *Community Development Journal*, bsl037.

Tousignant, M., Vitenti, L., & Morin, N. (2013). Aboriginal youth suicide in Quebec: The contribution of public policy for prevention. *International Journal of Law and Psychiatry*, 36(5–6), 399–405. <https://doi.org/10.1016/j.ijlp.2013.06.019>

Veronis, L. (2019). Building intersectoral partnerships as place-based strategy for immigrant and refugee (re)settlement: The ottawa local immigration partnership. *Canadian Geographer*, 63(3), 391-404. doi:<http://dx.doi.org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1111/cag.12559>